

RECOMMANDATIONS

L'éducation, la formation et l'insertion socio-économique

- Les participants ont identifié un grand problème en ce qui concerne l'éducation et la formation des francophones au Canada : le manque d'université et de collège francophones dans un bon nombre de provinces. Les jeunes francophones du Canada, provenant de provinces où le français est minoritaire, expriment le désir de poursuivre leur éducation en français. En ce moment, c'est extrêmement difficile étant donné la distance qui les séparent des universités et collèges existants, et les coûts qu'ils doivent défrayer pour les fréquenter. Le gouvernement devrait développer une stratégie qui permettrait aux francophones de fréquenter des institutions postsecondaires francophones sans être pénalisés par rapport aux francophones de régions plus favorisées comme le Québec et le Nouveau-Brunswick.
- Les jeunes en général manquent d'argent ou de ressources financières pour s'éduquer. C'est possible, mais c'est difficile. Il faudrait mettre sur pied des programmes de bourse beaucoup plus généreux qui seraient accessibles à un plus grand nombre d'élèves. Le gouvernement pourrait, par exemple, investir des énergies à développer des partenariats avec différentes entreprises du secteur privé.
- Des programmes d'échange devraient être instaurés afin de favoriser la création de lien entre les jeunes de la Francophonie et de favoriser une éducation internationale francophone.
- La création d'une banque d'emplois ou d'un centre d'emploi de la francophonie serait fort utile à l'insertion socio-économique des jeunes dans la francophonie.
- Dans les pays de la francophonie, il va sans dire que l'éducation devrait être plus accessible et que le gouvernement devrait influencer les autres gouvernements à faire plus d'efforts en ce sens.